

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **COMMUN A TOUS LES LOTS**

### ***Objet du marché***

**Diagnostics sanitaires et sécuritaires du patrimoine arboré pour la  
Direction Territoriale Nord – Pas-de-Calais de VNF**

**Lot n°1 : Territoire de l'UTI Flandres-Lys (Unité de Saint-Omer et Antenne  
de Dunkerque)**

**Lot n°2 : Territoire de l'UTI Deûle-Scarpe (Unité de Douai et Antenne de  
Quesnoy-sur-Deûle)**

**Lot n°3 : Territoire de l'UTI Escaut-Saint Quentin (Unité de Valenciennes,  
Antenne de Cambrai et Antenne de Berlaimont)**

## Article 1.1 : Contexte de la prestation

Voies Navigables de France (VNF) est un établissement public sous tutelle du Ministère de la Transition Écologique et Solidaires. Depuis 2013, VNF gère 6 700 km de rivières et de canaux (dont 2 000 km à grand gabarit) ainsi que 40 000 hectares de domaine public fluvial au niveau national.

Ses principales missions sont :

- Exploiter, entretenir, maintenir, améliorer, étendre et promouvoir les voies navigables,
- Promouvoir et développer le transport fluvial et contribuer au report modal,
- Assurer la gestion hydraulique des voies,
- Participer au développement durable et à l'aménagement du territoire,
- Préserver la biodiversité et les continuités écologiques,
- Gérer et exploiter le domaine public fluvial,
- Conserver le patrimoine et valoriser le Domaine Public Fluvial,
- Promouvoir le tourisme fluvial et les activités nautiques.

La gestion et l'entretien du domaine public fluvial des voies navigables du Nord-Pas-de-Calais sont assurés par la Direction Territoriale du Nord-Pas-de-Calais. Ce domaine comprend un réseau de 670 km de voies d'eau dont 200 km de canaux à grand gabarit, environ 4 000 ha de domaine terrestre (berges, chemin de halage et délaissés). Ce domaine compte également plus de 180 anciens sites de gestion de sédiments sur une surface de plus de 1400 ha.

Le Direction territoriale du Nord-Pas-de-Calais comprend 3 Unités Territoriales d'Itinéraires (UTI) qui assurent la gestion, l'exploitation et l'entretien du domaine public fluvial :

- L'UTI Flandres Lys, de Calais à Béthune, gère le canal d'Aire, le canal de Neufossé, la Lys, le canal de Calais, le canal de Bourbourg, le canal de la Colme et la rivière de l'Aa,
- L'UTI Deûle Scarpe, de Lille à Denain, gère la Deûle, la Scarpe et le canal de la Sensée,
- L'UTI Escaut Saint-Quentin, de Valenciennes à Maubeuge, gère l'Escaut, le canal du Nord et la Sambre.

La DT Nord-Pas-de-Calais s'est engagé depuis une vingtaine d'années dans une politique de développement durable. Cette politique de développement durable a mis en évidence la nécessité d'adapter les pratiques de gestion de la végétation aux enjeux de préservation de la biodiversité.

Ainsi en 2019, la DT Nord-Pas-de-Calais a élaboré son plan de gestion des végétations présentes sur le domaine public fluvial. Le diagnostic initial des pratiques de gestion actuelles des végétations ont fait ressortir une problématique importante en matière de gestion du patrimoine arboré qui se traduit :

- Soit par une méconnaissance du patrimoine arboré d'un point de vue quantitatif et qualitatif,
- Soit par l'absence d'entretien de ce patrimoine arboré,
- Soit par l'abattage systématique des arbres susceptibles de présenter un danger ou une gêne pour les usagers de la voie d'eau ou du chemin de halage, sans la réalisation préalable d'un diagnostic sanitaire.

Afin de concilier les enjeux économiques, sécuritaires et biodiversitaires liés à la présence d'arbres, de boisement et de linéaires arborés, la stratégie de gestion de ce patrimoine retenue dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion tend vers un objectif « **zéro abattage net** ».

Dans ce cadre, trois actions complémentaires sont mises en œuvre :

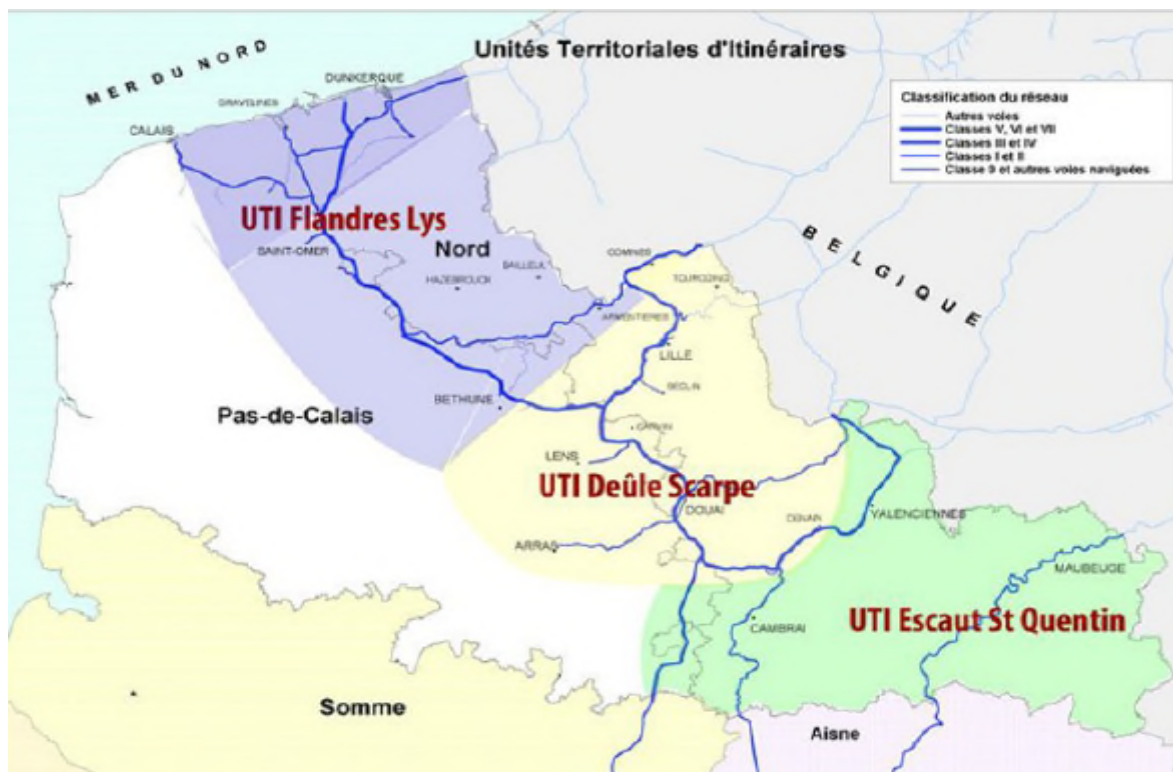
- La première consiste à réaliser des diagnostics sanitaires de l'ensemble du patrimoine arboré susceptible de présenter un enjeu en matière de sécurité afin d'identifier les modalités d'entretien de ces arbres et limiter l'abattage des arbres au strict minimum (péril imminent),
- La deuxième consiste à identifier les arbres/branches susceptibles de constituer un habitat pour des espèces protégées (arbres présentant dans cavités),
- La troisième consiste à compenser les abattages des arbres par des replantations.

## Article 1.2 : Objet du marché et localisation

Au vu de l'objectif « zéro abattage net » mais aussi de l'obligation pour la DT Nord-Pas-de-Calais d'assurer la sécurité des biens (ouvrages VNF, lignes électriques et bâtiments riverains) et des personnes (riverains, agents et usagers), il s'avère nécessaire de connaître l'état sanitaire des arbres susceptibles de présenter un danger.

Ainsi, le présent marché concerne la réalisation d'une expertise sanitaire et sécuritaire des arbres du domaine public fluvial susceptibles de présenter un danger pour les biens et les personnes.

Ce marché concerne l'ensemble de la Direction territoriale Nord – Pas-de-Calais de VNF, et en particulier le territoire des Unités Territoriales d'Itinéraires.



Ce marché est composé de 3 lots géographiques :

Lot n°1 : Territoire de l'UTI Flandres-Lys (unité de Saint-Omer et antenne de Dunkerque)

Lot n°2 : Territoire de l'UTI Deûle-Scarpe (unité de Douai et antenne de Lille)

Lot n°3 : Territoire de l'UTI Escaut-Saint Quentin (unité de Valenciennes, antenne de

Cambrai et antenne de Berlaimont).

Les expertises sanitaires et sécuritaires seront réalisées en priorité sur les secteurs n'ayant pas fait l'objet de diagnostics sanitaires dans le cadre du précédent marché et sur les arbres et linéaires d'arbres identifiés « à surveiller » soit par le plan de gestion, c'est-à-dire les arbres de plus de 70 cm de diamètre présent le long des voies d'eau pour lesquelles la fréquentation fluviale et terrestre est importante et sur les arbres situés au niveau des ouvrages endigués classés pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (réglementation digues et barrages) soit par les diagnostics sanitaires et sécuritaires précédemment réalisés. La localisation des linéaires d'arbres et des arbres à surveiller peut-être fournie sur demande au format SIG (Système d'Information Géographique).

**L'attention des prestataires est attirée sur la priorité qui sera donnée aux diagnostics sanitaires et sécuritaires des arbres et linéaires d'arbres situés sur les ouvrages endigués pour lesquelles une attention et un niveau d'exigence particulier sont attendus par le pouvoir adjudicateur et ceci compte tenu des obligations réglementaires dues au titre de la réglementation Surveillance des Ouvrages hydrauliques (SOH).**

**Estimation du gisement d'arbres :**

Secteurs	Linéaire cumulé de DPF (Km)	Linéaire cumulé de talus avec arbres (Km)	Nombre d'arbre « à surveiller »
UTI Flandres-Lys	384	60	900
UTI Deûle-Scarpe	360	30	120
UTI Escaut-St Quentin	435	54	530

Toutefois, cet inventaire a été réalisé à l'aide de photographies aériennes antérieures à 2018 ne prenant pas en compte les différents chantiers d'élagage et d'abattage ayant eu lieu depuis la date des prises de vue. De plus, le linéaire cumulé de talus avec arbres comprend en grande partie les arbres à surveiller. Ainsi, les chiffres présentés, ci-dessus, surestiment le linéaire d'arbres et le nombre d'arbres « à surveiller » dans le cadre de cette prestation.

### **Article 1.3 : Consistance des prestations**

#### **➤ Visite préliminaire**

Les prestations comprennent une visite préparatoire des sites identifier par le pouvoir adjudicateur dans les bonnes commandes afin que ce dernier identifie les sites, les conditions d'accès, les contraintes et les enjeux sécuritaires spécifiques aux sites et à VNF : protection et pérennité des défenses de berges et des ouvrages hydrauliques SOH (digues et barrages), fréquentation.

Cette visite préliminaire sera l'occasion d'établir le plan de prévention et de sécurité.

#### **➤ Diagnostic de terrain**

Les expertises sanitaires et sécuritaires seront réalisées par observations et mesures à partir du sol, sans moyen élévatoire (diagnostic visuel et sonore). L'expertise consiste à réaliser un examen détaillé de l'état phytosanitaire, mécanique, physiologique de chaque arbre ou groupement d'arbres avec un pronostic et une reconstitution de son histoire. **Ces expertises doivent conduire à orienter le pouvoir adjudicateur dans la gestion à court, moyen et long terme du patrimoine arboré avec comme priorité d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble des usagers (randonneurs, pêcheurs, cyclistes, navigants et plaisanciers), des riverains, des biens (bâtiments VNF et bâtiments riverains du DPF) et d'assurer la pérennité des ouvrages VNF (ouvrages hydrauliques et berges).** Néanmoins, les

préconisations en matière de gestion de l'arbre devront tendre vers le maintien de ce dernier en place même mort (réalisation de chandelle et de bois mort).

**Les arbres ou groupement d'arbres nécessitant des travaux d'entretien (abattage/élagage) devront obligatoirement faire l'objet d'un marquage spécifique et distinct** permettant d'identifier in situ l'arbre ou groupement d'arbres à entretenir et la nature des travaux à réaliser (abattage, élagage, réalisation de chandelle...).

**En cas d'identification d'arbres présentant un danger immédiat lors de la réalisation du diagnostic sanitaire et sécuritaire in situ, le prestataire devra informer en temps réel le pouvoir adjudicateur lui indiquant la nécessité d'intervenir le plus rapidement possible.**

**De même, les arbres ou groupement d'arbres nécessitant d'être entretenus feront l'objet, systématiquement, d'un diagnostic complémentaire permettant d'identifier la présence de cavités favorables à la faune protégées.** Pour cela, le prestataire retenu pourra exploiter les retours d'expérience acquis dans le cadre de la gestion du patrimoine arboré du canal du midi, joint en annexe du DCE du présent marché. Ce diagnostic complémentaire portera prioritairement sur les arbres et branches dont le diamètre est supérieur à 35 cm car susceptible de constituer un habitat favorable à la faune selon ce retour d'expérience.

Ainsi, les arbres présentant des cavités et fissures favorables à la faune protégée devront faire l'objet de préconisation priorisant son maintien vivant ou mort tout en assurant sa mise en sécurité (réalisation de chandelle, maintien de l'arbre, démontage du tronçon présentant la cavité...). Un marquage spécifique des arbres présentant une cavité devra être réalisé par le prestataire.

Pour chaque boisement et arbres au sein des linéaires arborés examinés, l'expertise comprend :

- Marquage des arbres (ou groupement d'arbres nécessitant des interventions d'entretien et repérage via un système d'information géographique compatible avec les outils du pouvoir adjudicateur,
- Description générale : essence, dimensions, situation, environnement, gestion antérieure,
- Diagnostic physiologique : stade de développement, vitalité, vigueur,
- Diagnostic sanitaire : recherche des maladies, parasites, pourritures, champignons,
- Diagnostic mécanique : recherche des points de faiblesse, évaluation de la solidité,
- Diagnostic sécuritaire : évaluer, en fonction de l'état sanitaire, physiologique et mécanique, le risque de détérioration des ouvrages VNF (écluses, barrages, défenses de berges, maçonneries, estacade...) dû à la présence d'arbres,
- Présence de cavité sur l'arbres ou les branches de plus de 35 cm de diamètre susceptible de constituer des habitats d'espèces protégées (oiseaux, micromammifères et chauve-souris),
- Préconisations des interventions à prévoir : tailles, soins ou abattages selon les nécessités,
- Identification des modalités d'intervention pour la gestion des arbres et en particulier la nécessité d'utiliser une nacelle pour assurer la sécurité des ouvriers,
- Programme d'actions techniques et enveloppe budgétaire des interventions.

L'entreprise tiendra le représentant du pouvoir adjudicateur informé du démarrage et de la fin des prestations, ainsi que des interruptions éventuelles qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de prestations initialement prévue.

L'entreprise reste seule et entièrement responsable des dégâts occasionnés aux tiers par ces travaux.

En ce qui concerne la prestation de diagnostic sanitaire et sécuritaire, le marché comprend 2 forfaits :

- Un forfait « diagnostic sanitaire et sécuritaire d'un linéaire d'arbre » : le prestataire devra diagnostiquer le linéaire d'arbres identifiés par le pouvoir adjudicateur. L'objectif de ce diagnostic est d'assurer la mise en sécurité des arbres présents dans les linéaires identifiés, cela comprend le diagnostic visuel et sonore, l'identification pour les arbres de plus de 35 cm de la présence de cavité/fissures favorables à la faune protégée, l'identification de l'entretien de l'arbre à réaliser, les modalités de réalisation de ces interventions (depuis le sol ou en hauteur et la nécessité d'utiliser une nacelle,
- Un forfait « diagnostic sanitaire et sécuritaire d'un boisement » : Ce forfait concerne principalement des boisements spontanés présents sur le domaine public fluvial et en particulier sur les anciens sites de gestion de sédiments. Les boisements présents sur ces anciens sites de gestion de sédiments sont interdits au public sauf pour la chasse aux ESOD mais une fréquentation non-autorisée est régulièrement constatée (piétons, cyclistes, motos, quads, campement...). L'objectif de ce diagnostic est d'assurer la mise en sécurité de ces boisements, cela comprend d'identification au sein du boisement et **si nécessaire**, les arbres nécessitant des interventions spécifiques de mise en sécurité, le marquage spécifique de ces arbres et l'identification pour ces arbres de la présence de cavité/fissures favorables à la faune protégée. Indépendamment de l'identification des interventions spécifiques pour certains arbres, il est demandé aux prestataires de proposer les modalités d'entretien global du boisement à réaliser afin d'assurer sa mise en sécurité. Une approche, type plan de gestion par îlots homogènes au sein d'un même boisement pourrait s'avérer pertinent. Cette approche doit conduire à une mise en sécurité tenant compte de l'état sanitaires des arbres, des contraintes techniques (accessibilité, portance des sols), des coûts, des enjeux écologiques (préservation de l'habitats « arbre »), de la fréquentation observée et de l'évaluation du risque.

L'attention des prestataires est attirée sur le fait que la largeur du domaine public fluvial peut être très variable d'un secteur à l'autre. Il en est de même de la densité des arbres présent le long des voies d'eau et au sein d'un boisement (boisements spontanés). Ces aspects seront à prendre en compte dans la proposition technique et financière du prestataire. Une approche type plan de gestion pluriannuel global est envisageable pour la mise en sécurité des linéaires d'arbres et les boisements sur justification expresse.

**Le présent accord cadre autorisation la réalisation de prestations similaires en particulier pour la réalisation de diagnostics sanitaires pour un ou plusieurs arbres.**

➤ **Rendu de la phase terrain**

Le rapport d'expertise reprendra l'ensemble des informations demandées dans le cadre de la phase de terrain pour chaque forfait à savoir :

- Numérotation et marquage des arbres ou groupement d'arbres nécessitant des interventions d'entretien et repérage via un système d'information géographique compatible avec les outils du pouvoir adjudicateur,
- Description générale : essence, dimensions, situation, environnement, gestion antérieure,
- Diagnostic physiologique : stade de développement, vitalité, vigueur,
- Diagnostic sanitaire : recherche des maladies, parasites, pourritures, champignons,
- Diagnostic mécanique : recherche des points de faiblesse, évaluation de la solidité,

- Identification de la présence de cavité sur les arbres ou les branches de plus de 35 cm de diamètre susceptible de constituer des habitats d'espèces protégées (oiseaux, micromammifères et chauve-souris),
- Préconisations sur les interventions à prévoir pour mise en sécurité des enjeux du site : tailles, soins ou abattages selon les nécessités,
- Programme d'actions ou plan de gestion techniques et enveloppe budgétaire des interventions,
- L'ensemble des données collectées en phase terrain devront être synthétisé dans un tableur Excel et les arbres et linéaires d'arbres à entretenir devront être géo-référencés.

Le délai pour la transmission du rapport d'expertise est de **1 mois** à compter de la fin des analyses de terrain. Une proposition du contenu type de ce rapport d'expertise sanitaire sera faite par le prestataire dans le cadre de sa proposition technique et financière. Le contenu de ce rapport fera ensuite l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur, une fois le prestataire retenu.

La production des différents documents se fera sous format informatique. Cette dernière devra être compatible avec les outils et logiciels informatiques dont dispose la DT Nord Pas de Calais.

La version provisoire, puis corrigée si nécessaire du rapport sera fournie sous format informatique, comprenant à la fois la version Word et la version pdf de chaque document. Un exemplaire sera transmis l'Unité Territoriale d'Itinéraire commanditaire et un exemplaire sera transmis au Service Exploitation, Maintenance, Environnement, pilote du marché.

La version définitive des livrables, après validation du maître d'ouvrage, sera fournie à la conduite d'opération sous format informatique (comportant à la fois la version Word et la version pdf de chaque document).

Les données géo-référencées récoltées dans le cadre des diagnostics de terrain seront compatibles avec les logiciels informatiques du système d'information géographique (SIG) de la DT Nord Pas de Calais. Le format de données SIG récupérables sont des fichiers de type Mapinfo (.tab ou mif/mid) dans le système de projection rgf93 (EPSG: 2154) , ou des fichiers au format shape (.shp) dans le système de projection rgf93 (EPSG: 2154).

**Toutefois, en cas d'identification, lors de la phase de terrain, d'arbres/branches dangereux, susceptibles de présenter un danger immédiat pour les biens et les personnes, le prestataire est tenu d'en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur en lui précisant les modalités d'intervention à mettre en œuvre pour supprimer tout danger pour les biens et les personnes.**

## **Article 2.1 : Conditions générales d'exécution des prestations**

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions techniques, normes et règlements, ainsi qu'aux lois, arrêtés, circulaires ministériels en vigueur à leur date d'exécution.

Tout spécialement, les règles de sécurité inhérentes à la profession forestière et à la proximité avec les voies navigables seront appliquées avec la plus grande rigueur.

Dans le cas où le titulaire du marché doit emprunter des chemins, des terrains privés ou publics, il lui appartiendra la responsabilité de faire toutes les démarches nécessaires auprès des propriétaires ou gestionnaires des lieux afin d'obtenir les autorisations d'accès.

Tout dommage causé aux dites voies par l'entreprise, avec ses engins terrestres, devra être réparé par l'entrepreneur et à ses frais suivant les dispositions qui lui seront précisées par les services intéressés. L'entreprise effectuera un état des lieux contradictoire avec le représentant du pouvoir adjudicateur et prendra toutes les dispositions auprès des gestionnaires et propriétaires

concernés.

S'il transporte des matériaux en utilisant des voies terrestres existantes, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour qu'à tout moment les matériaux tombant sur les chaussées soient évacués.

## **Article 2.2 : Représentant de l'entreprise**

L'entreprise donnera la composition de l'équipe permanente chargée de la réalisation des prestations en précisant le nombre de personnes et leurs qualification et expérience.

L'entreprise devra désigner le chef d'équipe compétent présent en permanence pendant toute la durée des prestations. Celui-ci sera son représentant et c'est à lui que seront donnés, à tout moment, par le représentant du pouvoir adjudicateur, les consignes et ordres de service relatifs à la conduite des opérations.

L'entrepreneur devra préciser plus particulièrement les compétences et l'expérience de ce chef d'équipe.

Ce représentant sera suppléé de sorte qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue du fait de son absence. S'il ne remplit pas sa mission de manière satisfaisante, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander son remplacement, l'entrepreneur devant satisfaire cette demande.

## **Article 2.3 : Responsabilité de l'entreprise**

L'entreprise sera tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

La responsabilité de l'entreprise sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la prestation sur le domaine public fluvial.

L'entreprise veillera par toutes les mesures appropriées à ne pas entraîner de désordres ou de nuisances préjudiciables aux ouvrages publics et particuliers, aux propriétés riveraines, au fonctionnement écologique et hydraulique du cours d'eau. Il s'agit principalement :

- d'éviter toute dégradation des berges et toute action ayant pour effet de nuire à leur stabilité,
- d'éviter tout grossissement des embâcles et des atterrissements en aval de la zone d'intervention,
- d'éviter tout déversement polluant vers les eaux superficielles et souterraines (hydrocarbures, huiles, etc.),
- d'éviter tous dépôts ou rejets des déchets sur le domaine public fluvial (enlèvement des déchets produits),
- de procéder au nettoyage et à la remise en état du domaine public fluvial,
- de préserver l'intégrité des cultures, de la faune et la flore présentes en bord de berges et d'accès,
- d'éviter toute dégradation des bâtiments, des ouvrages ou des infrastructures bordant les voies fluviales,
- d'empêcher toute propagation des feux,
- d'empêcher toute propagation d'espèces exotiques envahissantes.



En cas de dégradations, l'entrepreneur indemniserà à ses frais les dommages occasionnés. Aucun recours contre le maître d'ouvrage ne pourra être engagé.

## **Article 2.4 : Sécurité**

La législation du travail sera strictement respectée.

Préalablement au démarrage des prestations, il sera réalisé une inspection commune préalable (annexe n°2 du CCP) et l'élaboration d'un plan de prévention (annexe n°3 du CCP) conformément aux articles R.4511-1 à R4514-10 du code du travail.

On veillera au respect des consignes de sécurité relatives à chaque opération, en particulier :

- port des protections individuelles : casques, chaussures, gants, baudriers, gilets de sauvetage, ceinture de sécurité,
- interdiction de manipuler des hydrocarbures, d'huile (vidange, plein...) ou tout autre produit susceptible de polluer les sols et l'eau sur le domaine public fluvial.

L'entrepreneur doit veiller à ce que son personnel soit équipé des équipements de protection individuels (EPI) appropriés aux risques encourus, et que les machines mises à sa disposition respectent les exigences de sécurité et soient conformes aux normes.

## **Article 2.5 : Accès**

L'accès de l'entreprise à partir du réseau routier public devra être soigneusement étudié par cette dernière pour préserver les biens des riverains et l'état des viabilités des voies empruntées.

L'entreprise devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires. De plus, l'entrepreneur est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des chemins, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses matériels en particulier pour les arbres situés le long de la rive en contre-halage. **Dans le cas où les arbres ne seraient pas accessibles par voie terrestre, l'entreprise devra disposer des moyens matériels flottants pour effectuer les diagnostics pour voie d'eau.**

L'entreprise devra impérativement remettre dans leur état initial de viabilité les voiries empruntées dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

L'accès au domaine public fluvial est autorisé uniquement aux personnes en charge de la prestation et aux engins nécessaires pour l'accomplissement de la prestation. Elle ne s'applique pas aux terrains bâtis ou clos de murs ainsi qu'aux jardins attenants aux habitations pour le passage des engins. L'accès aux berges se fera par les cheminements existants.

**Nota :**

**Les chemins non stabilisés seront limités au matériel roulant inférieur à 3, 5 tonnes de PTAC.**

**Les chemins stabilisés seront limités au matériel roulant inférieur à 15 tonnes de PTAC.**

## **Article 2.6 : Propreté et nettoyage du chantier**

L'entreprise sera tenue d'assurer la propreté de son chantier. L'entreprise devra avoir le matériel et le personnel nécessaires pour le nettoyage des chaussées revêtues chaque fois que cela est nécessaire, et pour assurer la sécurité de la circulation routière.

En tout état de cause, l'entreprise restera seule responsable des accidents pouvant survenir en cas de défaut ou insuffisance de nettoyage, et pour tout défaut de signalisation.

Les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées le jour même, les moyens et les techniques mis en œuvre devant tenir compte de cette obligation. En cas de manquement, le représentant du pouvoir adjudicateur se substituera sans préavis, à l'entreprise par mesure de sécurité publique.

Les frais de balayage, rangement ou d'évacuation seront à la charge de l'entrepreneur et le pouvoir adjudicateur aura la faculté, sans formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues à l'entrepreneur. Cette intervention du pouvoir adjudicateur ne dégagera pas l'entrepreneur de sa responsabilité envers les tiers.

## **Article 2.7 – Consignes diverses**

Une réunion pourra avoir lieu sur convocation du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, avant le démarrage des prestations.

Pendant la réalisation des prestations, des réunions de chantier pourront être programmées en fonction de la masse et de l'implantation des travaux. Ces réunions sont comprises dans le prix de la prestation.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de toutes les sujétions résultant d'une simultanéité possible avec d'autres travaux.

L'entrepreneur devra alors coordonner ses travaux en fonction des interventions des autres entreprises.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour favoriser l'aspect développement durable et prévenir et ensuite limiter l'impact d'une pollution accidentelle.

Les chemins de halage et de contre halage des voies d'eau ainsi que les ouvrages de navigation ne sont pas tous libres d'accès et soumis à autorisation. Le prestataire sera tenu d'informer le représentant du pouvoir adjudicateur de ses besoins et donner les immatriculations éventuelles des véhicules amenés à circuler sur les chemins afin que les autorisations nécessaires puissent être délivrées.

### Conditions et règles générales préalables :

- Interdiction absolue d'intervenir sur le DPF, les chemins de service et les ouvrages SANS AUTORISATION et sans la présence, lors de la première intervention, d'un représentant du pouvoir adjudicateur,
- Limitation de la vitesse à 30 km/h et adaptée selon les circonstances et les caractéristiques géométriques (abords des ouvrages, rétrécissement du chemin) sur les chemins de halage,
- Poids total en charge des véhicules et engins limité à 15 tonnes (10 tonnes à l'essieu), sauf indications particulières sur les chemins de halage,
- Stationnement obligatoirement en dehors du chemin et sur terrain plat,
- Manœuvrer les engins et véhicules toujours face au canal, sans jamais "tourner le dos" à l'eau,
- Gyrophare allumé pour les engins à progression lente ou en mouvement,
- Ne jamais travailler seul au bord des canaux,
- Obligation de savoir nager (pour les personnes travaillant à proximité immédiate de l'eau ou sur ponton),
- Port du gilet de sauvetage obligatoire (pour les personnes travaillant à proximité

immédiate de l'eau ou sur ponton),

- Port des bottes interdit (pour les personnes travaillant à proximité immédiate de l'eau ou sur ponton),
- Moyen de communication sur le chantier.

En cas d'accident, l'entrepreneur avertira le représentant du pouvoir adjudicateur responsable du secteur ou le Chef d'UTI ou d'Antenne.